

Rapport de l'atelier

Dialogue "Du bois durable pour un monde durable" (SW4SW) pour les pays d'Afrique francophone

Douala, Cameroun

28-30 Mai 2019



Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Liste des acronymes et abréviations | 3 |
| Introduction | 4 |
| Objectifs et résultats | 5 |
| Ordre du jour | 6 |
| Session 1 - Session d'ouverture et installation du secrétariat de l'atelier | 9 |
| Session 2 - Présentation de l'initiative SW4SW | 10 |
| Session 3 - SW4SW et la durabilité des chaînes de valeur forestières..... | 11 |
| Session 4 - SW4SW et bio-économie | 14 |
| Session 5 - Outils pour la légalité dans les chaînes de valeur durables : Présentation du projet FAO/MAFF au Japon "Renforcer les connaissances et les capacités en matière de législation et de légalité | 16 |
| Jour 2 - Résumé des sujets clés discutés le jour 1 | 16 |
| Session 6 - Potentiel de collaboration régionale sur les chaînes de valeur forestières durables | 17 |
| Session 7 - Discussion en groupe..... | 18 |
| Session 7.1 Les chaînes de valeur forestières et les ODD en Afrique | 19 |
| Session 7.2: Renforcement des capacités le long des chaînes de valeur forestières | 19 |
| Session 7.3: Marchés et Commerce | 20 |
| Session 7.4: Bio-économie | 21 |
| Session 8 - Feuille de route potentielle pour la mise en œuvre de la SW4SW en Afrique francophone..... | 22 |
| Dialogue National - Cameroun | 24 |
| Annexe 1 - List des participants..... | 27 |

Liste des acronymes et abréviations

| | |
|----------------|--|
| ACSMI | Comité consultatif de la filière de bois durable, en anglais |
| CIFOR | Centre pour la recherche forestière internationale, en anglais |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en anglais |
| OIBT | Organisation internationale des bois tropicaux |
| WB | La Banque Mondiale, en anglais |
| WWF | Fonds mondial pour la nature, en anglais |
| PCF | Partenariat de collaboration sur les forêts |
| MINFOF | Ministère des Forêts et de la Faune |
| GFBC | Groupement de la Filière Bois au Cameroun |
| ATIBT | Association Technique Internationale des Bois Tropicaux |
| COMIFAC | Commission des Forêts d'Afrique Centrale |
| REFACOF | The African Women's Network for Community Management of Forests |
| FFF | Forest and Farm Facility |
| FLAG | Field Legality Advisory Group |
| FSC | Forest Stewardship Council |
| PAFC | Certification Forestière Pan-Africaine |
| MFPP | Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs du Québec |
| IFDD | Institut de la francophonie pour le développement durable |
| OIF | Organisation Internationale de la Francophonie |
| UFIAG | Union forestière des industries asiatiques du Gabon |
| UNIK | Université de Kibungo, en anglais |
| SW4SW | Bois durable pour un monde durable, en anglais |
| ODDs | Objectives de Développement Durable |
| SWVC | Chaînes de valeur de bois durables, en anglais |
| FLEGT | Forest Law Enforcement, Governance and Trade |
| REDD+ | Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement; et rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement |

Introduction

Les contraintes financières sapent souvent les efforts qui visent à faire progresser la gestion durable des forêts naturelles. Elles contrarient également les efforts dédiés à restaurer et étendre la couverture forestière afin de créer des paysages durables. Les systèmes mondiaux et locaux de paiement pour les services écosystémiques, y compris le carbone, sont toujours à un stade embryonnaire alors que les produits forestiers se heurtent à de nombreuses barrières commerciales. Les produits de bois durable qui sont jusqu'à présent plus ou moins entièrement commercialisables et issus de forêts naturelles gérées durablement et des plantations, ne bénéficient pas d'un premium de prix, ni d'une différenciation des prix par rapport aux produits bois issus des forêts non gérées de façon durable. De fait, la faisabilité économique et financière de la gestion durable des forêts et des chaînes de valeur des forêts durables ne suffit généralement pas pour engendrer un cycle d'investissement substantiel dans la foresterie durable.

Les barrières du marché pour les produits ligneux durables sont devenues plus critiques en raison de la persistance des pratiques non-durables. Les rapports négatifs sur les effets des pratiques non-durables ont endommagé la réputation des produits du bois en général. Le grand public perçoit souvent les produits bois comme des facteurs de dégradation des forêts et de déforestation, sans différenciation appropriée entre les sources d'approvisionnement durables et les sources non-durables. Finalement, l'offre des produits de bois durable est menacée du fait que les consommateurs ne peuvent être rassurés quant à leur impact sur l'environnement et populations au moment de leur exploitation. Les preuves montrent cependant, que les chaînes de valeur des produits du bois durable fournissent des contributions à la réalisation des objectifs de développement durable et des objectifs en matière de changement climatique. Augmenter les connaissances et les informations sur ces contributions ainsi que la clarification des liens entre le développement rural durable et les paysages urbains peut constituer des voies efficaces pour la réalisation des objectifs de développement durable.

En 2018, la FAO, conjointement avec l'ACSFI, le CIFOR, l'OIBT, la Banque Mondiale et le WWF, a lancé l'Initiative "Du Bois durable pour un Monde durable" (SW4SW) en tant qu'initiative conjointe du Partenariat de Collaboration sur les Forêts (PCF). L'objectif principal de cette initiative est de renforcer des chaînes de valeur du bois durable pour améliorer leurs avantages sociaux, économiques et environnementaux de la production à la consommation. Plus précisément, l'initiative vise à renforcer la contribution des chaînes de valeur du bois durables pour la réalisation plus efficace des ODD et des objectifs du changement climatique.

S'appuyant sur l'expertise et le programme de travail de chacun des organisations partenaires, l'initiative SW4SW appuie les cadres et approches politiques, ainsi que les solutions de marché. Ce travail comprend l'utilisation d'incitations intelligentes pour favoriser l'approvisionnement durable en bois, adopter des modèles d'affaires et d'investissements inclusifs, en facilitant l'adoption de pratiques durables dans les différentes chaînes de valeur du bois, et promouvoir une utilisation accrue du bois pour réduire empreintes matérielles et carbonées.

Les Dialogues régionaux SW4SW visent à sensibiliser et à renforcer les capacités sur les contributions des chaînes de valeurs du bois durable au développement durable. Par le dialogue avec un large éventail des priorités régionales des intervenants pour renforcer les chaînes de

valeur du bois, leur durabilité économique, sociale et environnementale sont identifiées et consolidées par la formulation d'une feuille de route préliminaire. Ces dialogues permettent la mise en place de plateformes intersectorielles de coordination aux niveaux régional et national pouvant aboutir à des politiques et à des mesures, ainsi qu'au financement accru, vers des chaînes de valeur durables pour le bois.

À l'occasion du début des activités de SW4SW en Afrique, le premier Dialogue SW4SW a eu lieu à Douala, Cameroun, les 28 et 29 mai 2019. La réunion a réuni 65 professionnels y compris 16 femmes, provenant des gouvernements, du secteur privé, de la société civile, d'organisations internationales, associations professionnelles, experts du secteur et communautés. Il s'est agi d'une représentation de 12 pays francophones d'Afrique, principalement d'Afrique occidentale et centrale.

La première journée de la réunion a été structurée en séances plénières, présentations courtes et discussions animées pour introduire l'approche de la chaîne de valeur du bois durable ainsi que les quatre piliers de l'initiative. L'une des activités en cours de l'initiative, le projet de renforcement de la connaissances et capacités sur les cadres juridiques forestiers et la légalité du bois a également été présenté aux participants. La deuxième journée a été consacrée aux travaux en groupe de discussion, établis à la suite de critères géographiques (Cameroun–Gabon, Congo–RDC–RCA et autres pays). Pays du Bassin du Congo pourrait s'appuyer sur l'évaluation des chaînes de valeur réalisée par FAO–WWF–France en 2017. À la suite de la réunion, des feuilles de route préliminaires de SW4SW sont formulées en vue d'un travail future dédié à éliminer les obstacles pour faire progresser la gestion durable des forêts et les chaînes de valeur durable des forêts.

La FAO et le WWF-France remercient le pays hôte pour son engagement et son soutien, l'équipe du WWF–Cameroun pour l'appui technique et organisationnel adéquat, les délégations pour leur participation engagée, les principales organisations du SW4SW pour le pilotage constructif du Forest and Farm Facility (FFF) pour donner l'exemple en ce qui concerne les synergies entre les projets et initiatives, l'Institut de la Francophonie pour le Développement / Organisation internationale de la Francophonie (IFDD / OIF) et le gouvernement du Québec pour leur collaboration.

Objectifs et résultats

Le premier Dialogue SW4SW en Afrique a: i) Sensibilisé à l'initiative; ii) Diffusé les connaissances techniques sur les chaînes de valeur du bois durable (SWVC) et les produits issus de bois durable, et iii) Présenté le potentiel de la contribution des SWVC et des produits du bois à la bio-économie.

L'événement a incité les participants à discuter des priorités et à formuler un avant-projet de feuille de route pour atteindre les objectifs SW4SW dans les sous-régions des participants. Pour les pays du Bassin du Congo, le dialogue SW4SW s'appuie sur les résultats de la collaboration FAO–WWF sur l'évaluation des chaînes de valeur forestières dans le bassin du Congo entreprise en 2017. À la fin du séminaire, les participants sont pleinement conscients du potentiel des contributions des chaînes de valeur du bois durable pour parvenir à un développement durable, connaissent bien l'approche par les chaînes de valeur et la bio-économie et ont établi des priorités et des actions pour mettre en œuvre les objectifs de SW4SW.

Ordre du jour

«Bois durable pour un monde durable» Dialogue pour les pays francophones d'Afrique Douala, Cameroun, 28–29 mai 2019

| Horaire | Objet | Intervenants |
|-------------------------------|---|--|
| 1 ^{er} jour (28 mai) | Initiative «Bois durable pour un monde durable» Présentation du cadre et discussion sur les feuilles de route potentielles SW4SW | |
| 8h – 9h | Accueil | WWF Cameroun |
| 9h – 9h30 | Séance d'ouverture et installation du secrétariat d'atelier | MINFOF; FAO, T. Linhares–Juvenal; OIBT, P. Masupa; CIFOR, A. Awono; WWF, N. Sonne; COMIFAC, L. Madzou; Facilitateur : Isaac Njifakue |
| 9h30 – 10h | Discours d'ouverture | MINFOF |
| 10h – 10h30 | Pause-café | |
| 10h30 – 12h | Présentation de l'initiative SW4SW | OIBT, P. Masupa; CIFOR, L. Mbonayem; FAO, T. Linhares–Juvenal; WWF, J. Bakouma |
| 12h – 13h30 | Déjeuner | |
| 13h30 – 15h | SW4SW et la durabilité des chaînes de valeur du bois | WWF, J. Bakouma; FAO, A. Kraskovska; REFACOF, C. Ndjebet; UFIAG, S. Luo |
| 15h – 16h | SW4SW et bioéconomie | FAO, T. Linhares-Juvenal; CIFOR, A. Awono; Ministère des forêts, de la faune et des parcs du Québec, M.C. Yemele; Université de Kibungo, E. Karuranga |
| 16h – 16h30 | Pause-café | |
| 16h30 – 18h | Outils de légalité dans les chaînes de valeur durables Présentation du projet FAO / MAFF au Japon «Renforcer les connaissances et les capacités en matière de législation et de légalité forestières» | FAO, Daniele Lenci; FLAG. S.C. Moukouri; FSC. B. Tchikangwa; PAFC, R. Ondo |
| 2 ^e jour (29 mai) | Discussion facilitée pour identifier d'éventuelles recommandations pour des feuilles de route nationales et accord sur un programme d'actions concrètes | |
| 8h30 – 9h | Compte-rendu du premier jour | Modérateur: Isaac Njifakue |
| 9h – 10h | Potentiel de collaboration sous-régionale sur les chaînes de valeur forestières durables Format: table ronde / séance plénière | OIBT, P. Masupa; CIFOR, A. Awono; FAO, T. Linhares-Juvenal; WWF-CM, N. Sonne; COMIFAC, L. Madzou; GFBC, B. Ouoguia; |

| | | |
|----------------------|---|---|
| | | FSC, B. Tchikangwa; IFDD, A. Honfo |
| 10h – 11h | Chaînes de valeur forestières et ODD en Afrique Promouvoir les avantages des chaînes de valeur du bois durable dans les dialogues sur les politiques internationales, les stratégies de développement durable et de lutte contre le changement climatique et les cadres de politique nationale Format: groupes de discussion; discussion facilitée | Modérateur: FAO Facilitateurs: C. Ndjebet; A. Awono; L. Nadzou; N. Sonne |
| 11h – 11h30 | Pause café | |
| 11h30 – 12h30 | Renforcement des capacités le long des chaînes de valeur forestières Capacité de gestion forestière dans le contexte de paysages durables (légalité et durabilité de la production et des échanges, adoption de pratiques de gestion durable des forêts, pratiques commerciales loyales et répartition transparente des avantages) Format: groupes de discussion; discussion facilitée | Modérateur: OIBT Facilitateurs: L. Mbonayem; A. Salissou; A. Aihmin; R. Ondo |
| 12h30 – 13h30 | Déjeuner | |
| 13h30 – 14h30 | Marchés et finance Marchés et financement de chaînes de valeur du bois et des produits du bois durables (commerce international, marchés intérieurs, commerce) problèmes, conformité légale) Format: groupes de discussion; discussion facilitée | Modérateur: WWF Facilitateurs: P. Masupa; A. Issifou; B. Tchikangwa; A. Awono |
| 14h30 – 15h30 | Bioéconomie Contributions des chaînes de valeur du bois durable à la bioéconomie et à la circularité (amélioration des connaissances, de la sensibilisation et de la promotion) Format: groupes de discussion; Discussion facilitée | Modérateur: CIFOR Facilitateurs: M. Yemele; E. Karuranga; C. Ndjebet; A. Honfo |
| 15h30 – 16h | Pause-café | |
| 16h – 17h | Feuille de route potentielle pour la mise en œuvre de SW4SW en Afrique francophone Format: groupe de discussion | Modérateur: WWF Facilitateurs: N. Sonne; P. Masupa; L. Madzou |
| 17h – 17h45 | Compte-rendu des sous-groupes sur les résultats de l'élaboration de la feuille de route Format: séance plénière | Modérateurs et facilitateurs |
| 17h45 – 18h15 | Conclusions et discussion sur les feuilles de route développées et mesures concrètes pour diffuser les résultats de la réunion Format: séance plénière | Modérateurs: WWF et FAO |
| 18h15 – 18h30 | Discours de clôture Format: séance plénière | WWF-CM, gouvernement du Cameroun, FAO, OIBT, CIFOR |

"Sustainable Wood for a Sustainable World" (SW4SW)

«Bois durable pour un monde durable »

Dialogue national au Cameroun

Douala, Cameroun, 30 mai 2019

| Horaire | Objet | Intervenants |
|----------------------|---|---------------------|
| 8h45– 9h | Accueil | WWF Cameroun |
| 9h – 9h30 | Séance d'ouverture et installation du secrétariat d'atelier, présentation de l'ordre du jour | FAO, WWF |
| 9h30 – 9h45 | Discours d'ouverture | MINFOF |
| 10h – 10h30 | Pause-café | |
| 10h – 11h | Sur la base des différents résultats du Dialogue sous-régional: feuille de route. Format: Séance plénière et table ronde | FAO, WWF, MINFOF |
| 11h – 12h30 | Déclinaison de la feuille de route sous-régionale au niveau national du Cameroun. Déclinaison des missions SW4SW Déclinaison de la vision SW4SW | FAO, WWF, MINFOF |
| 12h30 – 13h30 | Déjeuner | |
| 14h – 15h | Définition des membres ou critères de participation Identification des actions à mettre en place | FAO, WWF, MINFOF |
| 15h – 16h | Projet de structure de gouvernance de SW4SW au Cameroun | FAO, WWF, MINFOF |
| 16h – 16h30 | Pause-café | |
| 16h30 – 17h30 | Projet de feuille de route pour le Cameroun: mise en œuvre calendrier, participants (responsables, contributeurs) | WWF, MINFOF, FAO |
| 17h30 – 18h | Stratégie de diffusion de la feuille de route | |
| 18h – 18h30 | Conclusions, résumé et prochaines étapes | MINFOF |

Session 1 - Session d'ouverture et installation du secrétariat de l'atelier

Intervenants: WWF, FAO, CIFOR, OIBT, COMIFAC, MINFOF

Avec la participation de 65 participants (liste complète des participants en annexe), la réunion a été ouverte par Norbert Sonne (WWF-Cameroun), Thais Linhares-Juvenal (FAO-Siège), Polycarpe Masupa-Cambale (OIBT), Abdon Awono (CIFOR), Gervais Itsoua Madzou (COMIFAC) et Eric Kaffo (Ministère des Forêts du Cameroun), qui a prononcé le discours liminaire.

Les remarques liminaires ont souligné que le principal objectif de l'initiative SW4SW est de renforcer les contributions des chaînes de valeur des forêts durables au développement durable et à l'atténuation des changements climatiques, ainsi qu'au contexte de l'agenda 2030 de l'ONU et des ODD, comme suit:

- Les objectifs de développement durable font des ressources naturelles l'une des préoccupations mondiales, et une production et un commerce durables devraient profiter à tous. La disponibilité des ressources et l'accès à celles-ci ont été définis comme l'élément crucial pour assurer la durabilité des chaînes de valeur forestières.
- Les avantages de l'approche par la chaîne de valeur dans ce contexte sont la croissance économique, la bio-économie circulaire, la "sécurité du bois" (offre du bois en volume suffisant aux besoins du développement durable), les avantages forestiers supplémentaires pour l'atténuation du changement climatique dus aux effets de substitution de l'utilisation de produits ligneux, des avantages accrus pour l'environnement et la biodiversité et l'accord international sur l'eau.
- Il est nécessaire de garantir la durabilité des forêts, leurs moyens de subsistance et leur avenir, pour les générations à venir, en tenant compte du fait que les forêts sont des biens universels.
- Le bois d'ameublement et de construction, les produits forestiers non-ligneux (PFNL) et le charbon de bois ont été définis comme les principaux segments des chaînes de valeur (et des marchés du bois) dans les pays d'Afrique francophone.
- Le "Plan de convergence" élaboré par la COMIFAC offre une base de travail pour le développement de la chaîne de valeur, en particulier pour faire progresser l'industrie de transformation afin d'accroître la valeur ajoutée.
- L'établissement de feuilles de route SW4SW régionales et nationales devrait être suivi de la plate-forme multi-acteurs, ainsi que d'une plus grande appropriation.

Le secrétariat de la réunion a été constitué, avec Eric Kaffo en tant que président et Losale Mpunga Chouchou en tant que rapporteur.

Session 2 - Présentation de l'initiative SW4SW

Intervenants: FAO, CIFOR, OIBT, WWF

Au cours de cette session, tous les partenaires de SW4SW ont présenté des exposés sur leur rôle dans l'initiative, la portée de leurs travaux et leur contribution à la durabilité des chaînes de valeur forestières.

Les chaînes de valeur forestières comprennent un ensemble complexe de produits, de services et les activités d'un réseau d'acteurs. Le développement des chaînes de valeur forestières affecte non seulement la valeur ajoutée en termes de rentabilité économique et d'emploi, mais aussi la fourniture de services écosystémiques et donc le bien-être présent et futur de vastes groupes de la société. Les chaînes de valeur du bois durable ne doivent pas mettre en péril les autres chaînes de valeur forestières, mais leur permettre plutôt de rendre la foresterie durable et équitable.

La FAO et les autres partenaires de SW4SW ont mis au point des communications dans les réseaux sociaux afin de remédier à la perception négative des produits du bois issu de la gestion forestière. Créer des liens de marché plus solides entre producteurs et consommateurs est l'un des objectifs de l'initiative SW4SW, qui consiste à promouvoir les avantages réels du bois durable pour les ODDs. Les principales questions abordées dans cette section ont été axées sur les moyens d'aider les gouvernements à poursuivre le développement des chaînes de valeur, les mécanismes de soutien des chaînes de valeur du bois et la formalisation progressive du marché informel.

Les présentations durant la session ont porté sur les points suivants:

- Les marchés sont cruciaux pour la gestion durable des forêts et les chaînes de valeur des forêts. Il est nécessaire de garantir l'accès aux ressources et aux financements pour les PME et les producteurs, ainsi que pour les communautés, afin qu'elles puissent mieux faire face aux défis du marché.
- Le bois durable est une source essentielle de revenus et d'emplois dans le secteur forestier. Cependant, la production de bois doit coexister avec la production de produits forestiers non-ligneux (PFNL) et devrait permettre un partage équitable des avantages;
- La gestion durable des forêts, ainsi que les plantations, font partie intégrante des paysages durables et des chaînes de valeur du bois durables. Cependant, la perception de la gestion forestière des forêts naturelles est souvent négative et les préoccupations concernant les plantations et l'utilisation du bois comme source d'énergie au sein de la société civile sont nombreuses.
- Le bois durable est essentiel pour rendre l'urbanisation en Afrique et en Asie plus durable.
- Il est essentiel d'évaluer la capacité actuelle des forêts tropicales et des ressources renouvelables (plantations) dans le cadre de la promotion des produits du bois en tant que contribution aux ODD et à la bio-économie.
- La FAO a souligné l'impact positif des chaînes de valeur du bois sur l'économie par le biais de la production et du revenu du travail. Une évaluation qui sera publiée plus tard cette année montre que pour chaque dollar de valeur ajoutée et d'emploi dans le secteur

forestier, au moins un dollar supplémentaire est généré dans les autres secteurs de l'économie par le biais de liens en aval.

- L'OIBT a souligné l'importance du commerce international du bois et une nouvelle initiative avec la Chine sur la légalité et la durabilité (Filières vertes globales – GGSC, en anglais).
- Le WWF a souligné la nécessité d'aligner les questions économiques, sociales et environnementales pour mettre fin à la déforestation et accélérer la restauration des forêts.
- Principaux domaines de travail pour exploiter les chaînes de valeur forestières : soutien aux gouvernements pour le développement des chaînes de valeur, mécanismes institutionnels pour les chaînes de valeur et formalisation du marché informel. La plupart des activités exercées dans le secteur informel deviennent non rentables dans le secteur formel.
- Il y a souvent confusion entre informel et illégal. Certains acteurs de la chaîne de valeur paient des taxes, mais restent dans une zone grise. Il est important d'élargir les exigences de légalité au-delà de l'exportation.
- La production de bois informelle, par exemple au Cameroun, peut-être plus grande que la production formelle. Il faut travailler sur la consommation locale.
- Le transfert de technologie est obligatoire pour les chaînes de valeur du bois durable en Afrique.
- Les principaux problèmes pour les petits exploitants incluent, sans toutefois s'y limiter, les droits de propriété, la responsabilité sociale des entreprises (RSE), l'absence de marché local et la réglementation conflictuelle des marchés locaux.
- La participation des femmes a lieu principalement dans le secteur informel. Les chaînes de valeur du bois-énergie revêtent une importance particulière. Une stratégie est nécessaire pour résoudre les problèmes d'égalité entre les sexes.
- Les pays devraient être soutenus pour développer une approche SW4SW et créer des mécanismes nationaux.

Session 3 - SW4SW et la durabilité des chaînes de valeur forestières

Intervenants: FAO, WWF, REFACOF, UFIAG

Au cours de cette session, diverses présentations sur les chaînes de valeur forestières ont été présentées, notamment le cadre d'évaluation de la durabilité des chaînes de valeur forestières (FAO), l'approche de la chaîne de valeur et les résultats de l'évaluation des chaînes de valeur dans le bassin du Congo (WWF), les chaînes de valeur du charbon de bois au Cameroun (REFACOF) et l'approche générale de la chaîne de valeur dans le bassin du Congo (UFIAG).

Les chaînes de valeur des forêts durables ont été considérées comme essentielles pour la faisabilité d'une gestion durable des forêts et la fourniture d'avantages socioéconomiques des

forêts. Une analyse appropriée des liens entre les chaînes de valeur contribue efficacement à la formulation de politiques efficaces et à l'effet de levier du financement.

La durabilité des chaînes de valeur forestières est déterminée par des facteurs économiques, écologiques, techniques, politiques et sociaux et consiste en plusieurs processus interconnectés, allant de la régénération des forêts aux scénarios de fin de vie d'un produit à base de bois.

Les chaînes de valeur des forêts durables ont le potentiel nécessaire pour exploiter les contributions des forêts aux objectifs de développement durable en proposant un cadre pour concilier les multiples fonctions des forêts par le biais d'une approche intégrée.

Le cadre d'évaluation de la durabilité des chaînes de valeur forestières élaboré par la FAO considère les forêts comme un panier de valeurs, évaluant la durabilité en tenant compte des synergies et des compromis.

Il s'appuie sur l'approche de la FAO en matière de systèmes alimentaires durables, ainsi que sur d'autres travaux existants sur les chaînes de valeur et la gouvernance forestière.

La FAO a présenté la chaîne de valeur des forêts durables comme suit: "Toute la gamme des acteurs de la forêt et leurs activités successives de création de valeur coordonnées qui sont habilitées par les politiques nationales à produire des matériaux particuliers et à les transformer en produits ligneux et non-ligneux de manière rentable, qui ont des avantages socio-économiques et avec des dommages environnementaux minimes ou nuls".

- L'approche propose d'évaluer quatre dimensions de la durabilité des chaînes de valeur:
- Dimension économique: les entreprises de toute la chaîne sont rentables
- Dimension sociale: les droits de l'homme et du travail sont respectés et les valeurs socioculturelles sont protégées
- Dimension environnementale : la productivité des paysages et des sites et les valeurs écologiques sont maintenues
- Dimension institutionnelle : les politiques, lois, cadres institutionnels et capacités existent et sont clairs et cohérents

L'approche de la FAO a également présenté les étapes concrètes pour mener une évaluation de la durabilité de la chaîne de valeur forestière, y compris les actions nécessaires pour générer une bio-économie.

Des cadres juridiques améliorés pour la gestion des forêts communautaires, le recyclage des déchets de bois et les plantations forestières ont été jugés essentiels pour les chaînes de valeur forestières durables. Les participants ont mentionné certaines interventions critiques : mise en application des capacités techniques (renforcement des capacités); développement d'outils pour l'efficacité énergétique; développement de sources d'énergie alternatives; développer des entreprises communautaires forestières; promotion de l'approche intersectorielle; résoudre les problèmes de tenure foncière; et développement de marchés spécifiques présentant des caractéristiques techniques spécifiques pour le bois transformé (marchés de niche).

Le REFACOF a souligné l'importance du bois-énergie et de la demande croissante de bois de chauffage (en particulier en Afrique) pour les raisons suivantes : utilisation domestique ;

croissance démographique et urbanisation ; augmentation du prix des sources d'énergie de substitution (combustibles fossiles) et de l'utilisation commerciale. L'urbanisation entraîne une augmentation de la demande commerciale (restaurants, boulangeries, nettoyage à sec, etc.).

Le bois-énergie est l'un des principaux moteurs de la dégradation des forêts au Cameroun, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Libéria, à Madagascar, en République démocratique du Congo, etc. Il est directement important pour au moins six ODD (ODD 3 - santé, ODD 5 - Genre, ODD 7 - énergie, ODD 8 - croissance durable, ODD 13 - changement climatique et ODD 15 - forêts).

Il s'agit d'une chaîne de valeur essentielle pour les droits des femmes, car elles constituent une partie essentielle de la main-d'œuvre dans différents segments de la production/commercialisation, ainsi que des consommateurs.

Une chaîne de valeur durable du bois-énergie devrait prévoir:

- Améliorer la disponibilité et l'accès aux technologies propres, aux équipements de cuisson et à l'électricité;
- Contribuer à réduire la pauvreté énergétique et à accroître l'accès à l'énergie moderne, en particulier dans les zones rurales ;
- Favoriser le développement d'entreprises forestières communautaires et la création de richesses;
- Créer des emplois domestiques importants, en particulier dans les zones rurales; et
- Augmentation des opportunités d'emploi formel.

Les interventions potentielles pour améliorer la durabilité de l'énergie du bois peuvent inclure:

- Renforcement des capacités techniques : pépinières, plantations, reboisement, régénération assistée, agroforesterie, entrepreneuriat, marché, etc. ;
- Développement d'équipements permettant des économies d'énergie : cheminées, fours solaire améliorés, etc.;
- Développement de sources d'énergie alternatives durables ;
- Développement d'entreprises forestières communautaires et d'activités génératrices de revenus respectueuses de l'environnement;
- Créer un environnement politique et juridique favorable ;
- Changer de paradigme: le bois-énergie passant d'une question d'énergie domestique à une source d'énergie commerciale ou industrielle ;
- Promouvoir l'approche intersectorielle (environnement, énergie, santé, commerce, etc.); et
- S'attaquer aux problèmes liés au régime foncier et au régime forestier, en particulier pour les femmes.

L'UFIAG a souligné les nombreuses possibilités de transformation secondaire et tertiaire du bois, en fournissant des exemples de l'industrie chinoise en Chine. L'expérience nationale en

matière de bois-énergie a été évoquée, ce qui peut fournir de bons exemples d'amélioration de la durabilité de cette chaîne de valeur en Afrique. Principales questions discutées pendant la session et commentaires sur les présentations :

- La politique forestière est l'endroit où les États définissent la manière dont les forêts sont gérées et devraient prévoir une approche par chaîne de valeur de sorte que les politiques de gestion forestière impliquent toutes les parties prenantes;
- La deuxième transformation devrait être davantage encouragée;
- Les indicateurs spécifiques sur la législation et les normes de certification - la nécessité de travailler aux niveaux international et national;
- Intérêt général sur la manière de mettre les communautés en avant dans le développement des chaînes de valeur.

Session 4 - SW4SW et bio-économie

Intervenants: FAO, CIFOR, Ministère des forêts, de la faune et des parcs du Québec, Université de Kibungo (Rwanda)

Selon la FAO, la bio-économie est considérée comme un moyen d'utiliser les ressources naturelles de manière durable. Les contributions des produits ligneux durables par le biais de la bio-économie et de la circularité peuvent être renforcées dans les pays développés et en développement. L'utilisation du bois dans le cadre de l'approche bio-économie contribue à la pleine réalisation de son potentiel.

La FAO a mis en exergue le «multiplicateur économique forestier» et l'impact global du secteur forestier sur l'économie. Une étude (FAO, 2019 à venir) portant sur 58 pays forestiers du monde a révélé qu'en moyenne, pour chaque dollar de valeur ajoutée dans le secteur forêt-bois, l'effet multiplicateur était supérieur à 2, ce qui signifie que plus d'un dollar était généré dans d'autres secteurs.

Selon la présentation de l'Université Laval et de l'Institut sur les forêts (IRF), l'approche de la bio-économie est basée sur l'utilisation de matériaux renouvelables; inclusion des petits et moyens producteurs; transformation, réutilisation, utilisation de résidus; l'utilisation en cascade et la circularité du bois et d'autres produits forestiers. On trouve de bons exemples de bois dans la construction dans les politiques et stratégies au Canada et au Rwanda (p. Ex. Utilisation du bois dans les hôtels, les crèches, la technologie de la maison passive, où le bois capte la lumière et réduit les coûts énergétiques, le recyclage des « déchets de bois», etc.)

Parmi les moyens de lutter contre les "goulets d'étranglement" de la chaîne de valeur grâce à l'approche bioéconomique, on peut citer :

- Faire de la place pour le secteur informel : artisans, transformateurs locaux, etc. ;
- Préparer et animer une formation adaptée à leurs besoins ;
- Mettre en place des réseaux flexibles et efficaces tels que clusters, niches, technopoles, incubateurs, etc. pour l'échange de services et la promotion de bonnes pratiques ;

- Mettre des fonds à la disposition des artisans et des PME ; et
- Sensibiliser les consommateurs locaux à des produits de qualité.

La promotion de "pratiques durables" visant à réduire l'empreinte carbone devrait suivre le principe suivant: "Un bon bois, dans la bonne usine pour le bon usage"; le bois récolté ne doit pas être gaspillé et, si possible, privilégiez d'autres utilisations avant la conversion et l'élimination de l'énergie (principe 3RVE: Réduction à la source; Réutilisation pour donner une deuxième vie utile à un produit ; le Recyclage pour donner une deuxième vie à un produit en le transformant; valorisation sinon transformation des matériaux issus des déchets en un produit noble; L'Élimination doit être sûre et écologique).

La chaîne de valeur du bois offre de nombreuses opportunités en termes économiques, sociaux et environnementaux : elle peut générer davantage d'emplois, améliorer les conditions de vie des populations urbaines et rurales grâce à l'utilisation du bois dans la construction; avoir des impacts positifs sur la gestion durable des forêts; réduire l'empreinte carbone et accroître la durabilité des paysages ruraux et urbains. Pour garantir les avantages sociaux des chaînes de valeur forestières et des PME, il est nécessaire de laisser de la place aux artisans, d'assurer leur accès au financement et d'intéresser davantage les consommateurs locaux aux produits du bois de haute qualité.

Le représentant de l'Université de Kibungo (Rwanda) a souligné, en particulier, l'importance de la création de centres de recherche/d'écoles du bois/de cours universitaires révisés, afin de traiter des chaînes de valeur durables (utilisation technique et non traditionnelle du bois) bénéfiques pour tous les acteurs de la chaîne de valeur. À l'échelle mondiale, la contribution des produits du bois à l'économie verte et au changement climatique devrait être largement reconnue (les gens veulent des produits écologiques). Les chaînes de valeur des PFNL ont également le potentiel de faire progresser l'agriculture familiale: elles produisent non seulement des revenus, mais contribuent également à la sécurité alimentaire.

Les pays devraient prendre des mesures concernant: les espèces et les produits locaux, ligneux et non-ligneux; investir dans les plantations; la régénération forestière à travers des réserves forestières; la gestion durable du bois de chauffage et des déchets de bois (produits d'accompagnement valorisants pour le bois massif). Il a proposé qu'un système de triple ellipse (gouvernement + secteur privé + universités) soit soutenu par des architectes (4e pilier) et des ONG (5e pilier) afin de garantir une utilisation correcte et complète du bois, y compris le recyclage.

Session 5 - Outils pour la légalité dans les chaînes de valeur durables : Présentation du projet FAO/MAFF au Japon "Renforcer les connaissances et les capacités en matière de législation et de légalité forestières".

Intervenants: FAO, FLAG, FSC, PAFC

Selon la FAO, la légalité peut contribuer à une meilleure durabilité si la législation reflète les piliers de la gestion durable des forêts : adéquation économique, équité sociale et compatibilité écologique. Des efforts accrus pour lutter contre l'exploitation illégale des forêts et promouvoir la légalité de la production et du commerce du bois sont déployés dans le monde entier par les moyens suivants :

- Instruments internationaux ;
- Législation des pays importateurs ;
- Normes de certification forestière volontaire ; et
- Initiatives de légalité d'ONG et du secteur privé.

La FAO a récemment lancé un projet de 24 mois avec l'appui du Gouvernement japonais, par l'intermédiaire du Ministère de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches, intitulé "Renforcement des connaissances et des capacités en matière de législation forestière et de légalité du bois d'oeuvre".

Ce projet souligne l'importance de la légalité du bois pour la gestion durable des forêts et, parmi ses produits, il disposera d'une plate-forme «Timber-Lex» développée et structurée autour des éléments juridiques directs, à l'intention des gouvernements, des entreprises et de la société civile. La plate-forme entend soutenir les accords nationaux de gestion, de production et de commerce des forêts, offrant un accès facile et neutre à l'information.

Dans le cadre de ce panel, FLAG a présenté le portail Open Timber du FLAG, qui contribue à accroître la transparence sur le marché du bois, offrant un outil permettant de suivre la légalité des exploitants forestiers. Le représentant de PAFC-Gabon a présenté la certification PAFC dans le pays et a salué l'approche de certification obligatoire en tant que moyen d'améliorer la légalité et la durabilité. Elle a toutefois souligné que le cadre juridique présentait certaines lacunes qui entraînaient des conflits d'utilisation des ressources.

Jour 2- Résumé des sujets clés discutés le jour 1

- Chaîne de valeur du bois énergie
- Informalité
- Approche systémique des produits forestiers ligneux et non-ligneux
- Transfert de technologie pour l'industrie de transformation
- Education pour SW4SW : révision des programmes et des thèmes de recherche
- Commerce avec l'Asie/Pacifique
- SW4SW au niveau national

- Attention au Timber.Lex
- Augmenter la connaissance des marchés de niche
- Rôle des femmes et des communautés

Session 6 - Potentiel de collaboration régionale sur les chaînes de valeur forestières durables

Intervenants : OIBT, CIFOR, FAO, WWF, COMIFAC, GFBC, FSC, IFDD

La FAO a mis en exergue son travail dans la région par le biais de plusieurs initiatives (FFF, FLEGT, REDD +, programme pour la faune, etc.), ainsi que de projets et d'appuis directs aux pays, ainsi que de la nécessité d'assurer la collaboration et la coordination avec les activités existantes. Le travail particulier sur les chaînes de valeur comprend le soutien à des analyses de rentabilisation plus robustes dans le secteur forestier et un meilleur accès au financement, appuyés par un travail de gouvernance visant à réduire les coûts de transaction ainsi que de meilleures normes de production forestière et de transformation du bois.

Le représentant de la FAO a souligné qu'il importait d'améliorer la gouvernance des chaînes de valeur nationales et régionales, notamment en assurant des liens avec des secteurs de consommation tels que l'énergie et la construction. Elle a mentionné la nécessité d'accroître la valeur ajoutée et d'explorer le potentiel de création d'emplois et de revenus.

Le CIFOR a mis l'accent sur la nécessité d'identifier les déficits de connaissances concernant plusieurs chaînes de valeur forestières et de s'appuyer sur les initiatives existantes. L'importance de relier la restauration des forêts à une approche de chaîne de valeur pour clarifier les liens et l'impact de l'utilisation de la forêt sur les écosystèmes. Par exemple, le cas des effets de l'énergie du bois sur les mangroves du fait de fumer du poisson.

Il a également été souligné la nécessité de travailler sur les marchés intérieurs africains, qui représentent 23 % du total des marchés, ainsi que l'importance de l'introduction de plantations dans les discussions sur le bois durable. Le WWF a souscrit à cette vision et a appelé à une plus grande attention sur les marchés intérieurs.

L'OIBT a souligné le rôle du commerce international, de la légalité et du potentiel de la coopération internationale pour attirer les investissements dans la transformation. Le représentant a mentionné l'initiative avec la Chine comme source potentielle de collaboration pour faire progresser le traitement et l'amélioration des normes, ainsi que les programmes de renforcement des capacités de l'OIBT.

L'IFDD a mis l'accent sur les travaux sur le bois dans la construction et sur la nécessité d'investir dans l'éducation et la formation afin de renforcer les capacités techniques, y compris dans le monde de l'architecture et de l'ingénierie. Le représentant de l'IFDD a également mentionné la nécessité d'investir dans l'identification des propriétés mécaniques et physiques des espèces et la gouvernance pour soutenir le commerce interrégional. L'IFDD a déclaré qu'elle serait prête à commencer à travailler avec un petit projet encore en 2019 et qu'elle serait disposée à coopérer avec d'autres organisations.

Le représentant de la Chine a également souligné que la disponibilité de ressources humaines expérimentées était cruciale. L'industrie chinoise embauche principalement des locaux et, par conséquent, des ingénieurs en bois devraient suivre des cours sur la transformation du bois afin d'accroître la transformation et la valeur ajoutée dans la région.

La COMIFAC a souligné l'importance de discuter des chaînes de valeur du bois durable et de la bio-économie dans la région à un niveau élevé, et de garantir l'alignement sur les directives de la COMIFAC, y compris le "Plan de convergence". Il a ajouté que tous les pays bénéficieraient de tels efforts. Le représentant de l'organisation a rappelé aux participants que les ressources forestières sont limitées.

Il a également souligné la nécessité de discuter des chaînes de valeur non-ligneuses. Il a souligné que le manque de réglementation du secteur forestier informel était un problème fondamental, ajoutant l'impact de l'informalité sur les normes sociales, les entreprises informelles n'ayant aucune responsabilité sociale formelle. Le représentant de la COMIFAC a suggéré la formulation de projets permettant d'obtenir un financement par l'intermédiaire du Fonds vert pour le climat.

Le représentant du FSC a souligné l'importance de la gestion durable des forêts pour assurer toutes les fonctions de la forêt, y compris en contribuant à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique. Il a également souligné l'opportunité de « verdir » le PIB africain.

Les discussions ont mis en évidence les défis liés au développement de chaînes de valeur du bois durables, tels que les lacunes en matière de connaissances et d'informations, l'engagement du secteur privé et la nécessité d'une démonstration par le biais de projets pilotes. La restauration des forêts et les plantations ont été considérées comme des conditions sous-jacentes au développement de la chaîne de valeur. La réalité des marchés nationaux a également été soulignée, appelant à un renforcement de la gouvernance des chaînes de valeur nationales et à la lutte contre l'informalité, ce qui ne signifie pas toujours l'illégalité.

Les participants ont également souligné le rôle des gouvernements et des ministères en tant que moyen de contrainte ou opportunité pour le développement de la chaîne de valeur. Une prise de conscience croissante de l'impact de l'approche des chaînes de valeur sur le PIB et l'emploi pourrait créer une adhésion politique plus forte. Les discussions ont montré que la COMIFAC pourrait jouer un rôle dans la création de dialogues entre les gouvernements et les parties prenantes concernées afin de renforcer les chaînes de valeur.

Session 7- Discussion en groupe

Les participants ont été divisés en trois groupes pour élaborer la feuille de route SW4SW sous régionale : Cameroun-Gabon, Congo-RDC-RCA et le groupe dit panafricain (représentants du Burundi, du Canada, du Tchad, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Rwanda et du Togo, ainsi que des organisations internationales). Des animateurs ont été désignés pour chaque groupe.

Les rapporteurs désignés ont fait des exposés de leurs groupes après une heure de discussions sur chaque sujet. Les résultats de ces discussions sont présentés ci-dessous :

Session 7.1 Les chaînes de valeur forestières et les ODD en Afrique

Les groupes ont été invités à identifier les contributions les plus pertinentes des chaînes de valeur forestières aux objectifs de développement durable et à les rendre opérationnelles.

Groupe panafricain :

Les plus pertinents étaient les ODD 1, ODD 8, ODD 9 et ODD 13. Pour exploiter ces contributions, le groupe a mis en exergue la diversification des chaînes de valeur, l'amélioration des normes sociales et des engagements formels à les mettre en œuvre, une légalité accrue, l'informalité, les plantations -les espèces en croissance, la nécessité d'accroître le traitement en aval par l'innovation et l'utilisation du bois dans les infrastructures.

Groupe Cameroun-Gabon :

Le groupe a choisi l'ODD 1, l'ODD 2 et l'ODD 7 comme priorités, suivis de près par l'ODD 8, l'ODD 9 et l'ODD 13. Le groupe a souligné l'importance de l'énergie du bois. Comme moyen de mise en œuvre, le groupe a mentionné les stratégies de lutte contre le changement climatique.

Groupe Congo-RDC-RCA :

Le groupe a sélectionné les objectifs ODD 1, ODD 2, ODD 8, ODD 9 et ODD 13 comme étant les plus pertinents. Le groupe a suggéré que les contributions soient renforcées par un soutien à l'agroforesterie et à la foresterie à base communautaire; l'utilisation d'autres stratégies et initiatives existantes, telles que les stratégies REDD +; et la coopération internationale. Le mémorandum d'accord sur les trois bassins et la Chine a été cité comme un exemple d'instrument de mise en œuvre de la coopération technique, y compris pour le savoir-faire sur le bambou.

Session 7.2: Renforcement des capacités le long des chaînes de valeur forestières

Les groupes ont été invités à identifier les domaines les plus pertinents pour le renforcement des capacités.

Groupe panafricain :

Le groupe a souligné les besoins suivants en matière de renforcement des capacités :

- s'appuyer sur le savoir-faire local; systèmes de certification (semences, laboratoires du bois, etc.);
- les plantations;
- Les systèmes de production industrielle, y compris l'éducation et l'utilisation de techniques, d'équipements et de techniques améliorés pour minimiser les déchets et accroître l'efficacité;

- des politiques compatibles avec les chaînes de valeur du bois durable, y compris l'utilisation de la traçabilité; et
- accès au financement et à la gestion de projet;
- Développement des PFNL en association avec la production de bois.

Groupe Cameroun-Gabon :

Le groupe s'est concentré sur les domaines suivants de renforcement des capacités :

- Lacunes dans les connaissances sur les interactions entre les chaînes de valeur du bois et les autres chaînes de valeur de la forêt ;
- Formation pratique (formation des ressources humaines ;
- Création d'institutions de formation non seulement pour les nouveaux professionnels, mais également pour les jeunes, et création de réseaux entre institutions; et
- Systématiser et diffuser les bonnes pratiques et les leçons apprises.

Groupe Congo-RDC-RCA :

Le groupe a examiné la nécessité d'aborder le renforcement des capacités aux niveaux individuel et institutionnel dans les domaines suivants :

- Réglementation et technologie améliorée pour le bois-énergie;
- Evaluations du marché;
- Nouvelles technologies;
- Stratégies de compétitivité; et
- Recherche et formation technique à la récolte et à la transformation.

Session 7.3: Marchés et Commerce

Séance 7.3 : Marchés et commerce

Les groupes ont été invités à discuter des principales opportunités et défis concernant les marchés et le commerce, et à proposer des actions prioritaires.

Groupe panafricain :

Le groupe a identifié l'Afrique et l'Asie, l'Australie et le Japon comme principaux marchés. Les participants ont estimé que le manque de prévisibilité du marché et la fragmentation des relations avec les producteurs étaient des défis importants.

Comme suggestions pour résoudre ces problèmes, le groupe a estimé qu'il était important de mettre en relation principalement les producteurs avec les partenaires et notamment les organisations professionnelles des groupes de producteurs, la promotion du commerce électronique et la différenciation des prix pour le bois durable. Les taxes à l'importation sur le bois, y compris le commerce intra-régional ont été considérées comme un défi important

Groupe Cameroun-Gabon :

Le groupe a estimé que l'organisation du marché était essentielle à l'amélioration des échanges. Une plate-forme contenant des informations sur les essences de bois et les prix pourrait améliorer la transparence du marché et le commerce. Des informations sur les utilisations des espèces aux niveaux international et national et sur la disponibilité des ressources en bois pourraient également contribuer à renforcer le marché.

Accès au marché : meubles en bois; action de promotion du marché en envisageant une plate-forme avec des essences de bois et des prix en fonction de la région afin que les acheteurs aient une idée; marché boursier du bois; promotion de l'initiative ATIBT; identification de niches d'espèces de bois (aux niveaux international et national).

Disponibilité des ressources : meilleure connaissance des besoins en bois au niveau national, alors que les négociations avec les agences de financement ne sont pas toujours efficaces - les négociations en groupes pourraient mieux fonctionner; le financement du fonds pour le climat n'est pas encore disponible pour les PME; un accès facile au financement pourrait faire avancer les chaînes de valeur; production légale à petite échelle - à soutenir.

Consultation régionale : réduction des barrières douanières; chaîne d'approvisionnement pour le bois de chauffage à mettre en place; encourager les PPP entre l'industrie et les PME; PFNL - de bonnes études de cas sont nécessaires; les méthodes de récolte et d'emballage sont également cruciales; mettre en place un plan complexe.

Groupe Congo-RDC-RCA :

Accès au marché : meubles, bois de chauffage et PFNL : nécessité d'améliorer le sciage et le séchage du bois; formaliser l'accès aux ressources forestières pour les acteurs informels; effectuer l'analyse de marché; établir des réglementations et développer le commerce transfrontalier; Pour les principaux PFNL - améliorer l'offre au niveau national, exploiter les technologies post-récolte.

Session 7.4: Bio-économie

Les groupes ont été invités à réfléchir à la manière dont les chaînes de valeur du bois durables pourraient soutenir la bio-économie dans leurs contextes locaux et aux actions prioritaires permettant un tel processus.

Groupe panafricain :

Le groupe s'est concentré sur le recyclage et la réutilisation, en s'assurant notamment que les résidus de bois seraient utilisés comme énergie et que le recyclage serait accru. Les recommandations étaient d'augmenter les recherches pour la production de bioénergie; s'appuyer sur les bonnes pratiques pour orienter les investissements dans la bio-économie et adopter des politiques et des incitations pour réorienter la production vers le recyclage et la réutilisation

Groupe Cameroun - Gabon :

Le groupe a suggéré de créer un inventaire des expériences de bio-économie basées sur le bois dans le monde (essentiellement de bonnes pratiques et des études de cas). Il a également été recommandé de promouvoir des actions visant à mieux utiliser les espèces locales; adapter la technologie au contexte local; en soulignant le besoin de formation et de machines; et études de faisabilité. À titre d'exemple d'action concrète, le groupe a suggéré que les artisans utilisent des résidus de bois pour la production de panneaux, ainsi que des engrais.

Groupe Congo-RDC-RCA :

Le groupe a observé que la bio-économie est un nouveau concept pour les parties prenantes régionales et devrait donc être promue dans les politiques et compter avec le renforcement des capacités. Les partenariats public-privé ont été mentionnés comme un moyen essentiel de faire progresser la bio-économie, de même que les initiatives pilotes du secteur privé. Le groupe a suggéré que des ateliers nationaux SW4SW soient mis en place pour renforcer le soutien de la gouvernance à la bio-économie et à l'approche circulaire. Le groupe a estimé que les politiques nationales devraient encourager la bio-économie et que la «bio-économie» devrait être explicitement mentionnée dans les cadres nationaux.

Session 8 - Feuille de route potentielle pour la mise en œuvre de la SW4SW en Afrique francophone

Résultats des discussions de groupe :**Thème 1 (ODD) :**

- Groupe 1 (panafricain) : ODD 1, 8, 9, 13
- Groupe 2 (Cameroun-Gabon) : ODD 1, 2, 7, 8, 9, 13
- Groupe 3 (RDC-RC-RCA) : ODD 13, 12, 15, 8, 9

Alignement initial : 8, 9, 13, mais après la discussion, les trois groupes ont convenu que les ODD pertinents devraient inclure les suivants : 1, 2, 7, 8, 9 et 13.

Thème 2 (chaînes de valeur) :

Les réponses étaient différentes. Il n'y avait presque pas de réponses communes sauf uniquement en ce qui concerne le renforcement des capacités professionnelles pour lequel des réponses similaires ont été émises : création de centres de formation; accès aux fonds pour la

formation. Besoin de deux types de formation : apprendre et certifier. Besoin d'établir des repères. En outre, la nécessité de mettre en place une communication sur l'approche de la chaîne de valeur pour promouvoir la sensibilisation; mise en place d'initiatives au niveau national.

Thème 3 (marchés et commerce) :

Analyse transversale pour les trois groupes : accent mis sur l'organisation de producteurs (ce qui signifie essentiellement d'organiser les acteurs de la chaîne de valeur), y compris les syndicats; la mise en place de mécanismes financiers et l'adaptation de la fiscalité à l'utilisation locale du bois.

Thème 4 (bio-économie) :

Points de convergence : Disséminer les connaissances et renforcer les capacités en bio-économie; mettre en place une politique prenant en compte la bio-économie; mener des recherches sur les bonnes pratiques

Dialogue National - Cameroun

Session 1 : Chaîne de valeur et ODD

Trois chaînes de valeur identifiées comme cruciales pour les marchés nationaux et le développement durable :

- Bois d'oeuvre
- Bois énergie
- PFNL

Plusieurs ODD peuvent être touchés dans le cadre du développement de la chaîne de valeur :

- ODD 1: sur la réduction de la pauvreté (Améliorer les conditions de vie des communautés en mettant en évidence toutes les chaînes de valeur)
- ODD 2: Promotion du bien-être (Cet objectif sera atteint grâce à une gestion respectueuse de la nature et des moyens de subsistance).
- ODD 7: Énergie propre (la promotion du bois-énergie permettra l'utilisation de sources d'énergie moins polluantes et contribuera en fin de compte à la réduction des GES)
- ODD 9 : Industrie et innovation (promotion d'approches modernes et plus respectueuses de l'environnement)
- ODD 11 : Villes et communautés durables (Développement de maisons et d'édifices plus écologiques et plus durables en recyclant les déchets et la ferraille dans le secteur du bois)
- ODD 13 : Mesures de lutte contre le changement climatique (réduction des émissions de gaz à effet de serre par la gestion durable des forêts/réduction de la pression forestière, mais également adaptation des communautés au changement climatique)

Session 2 : Renforcement des capacités le long des chaînes de valeur forestières

- Formation ciblée en fonction des besoins de ceux qui sont déjà en activité (à toutes les étapes de la chaîne de valeur);
- Renforcement des capacités pratiques des personnes nouvellement formées par une plus grande professionnalisation de la formation / éducation; et
- Modernisation des établissements de formation en fonction des normes commerciales et de la modernisation des laboratoires.
- La synthèse des échanges a permis de mettre en évidence les recommandations suivantes:
- Identification des besoins en formation et renforcement des capacités;
- Développement de standards commerciaux en fonction de la chaîne de valeur considérée; et

- Formalisation d'un dialogue entre les opérateurs du secteur, l'Etat et les institutions de formation axé sur le conditionnement (2e, 3e, 4e, etc.) des principaux PFNL pour lesquels la production est associée à la production de bois (bonnes pratiques de récolte, conditionnement et étiquetage) pour les PFNL.

Session 3. Marché et commerce

Les recommandations et propositions seront spécifiques à chaque chaîne de valeur promue.

a. Pour le bois d'oeuvre

Pour assurer l'accès au marché :

- Envisager une structure / plate-forme permettant l'échange d'informations sur les essences, les acheteurs et les flux disponibles : Un échange national de la valeur du bois pouvant réguler la valeur FOB du bois en fonction de la demande et des prix du marché;
- Mettre en place des institutions de promotion du bois telles que celles mises en place par l'ATIBT;
- Lobbying pour la mise en place d'un cadre de promotion du bois dans le cadre de l'APV sur le marché européen (qui a été discuté et discuté lors des négociations de l'APV); et
- Promouvoir des essences promotionnelles pour que les marchés nationaux, sous régionaux et régionaux qui puissent fournir le bois légal recherché par les acheteurs sur le marché du bois.

Pour assurer l'accès au financement :

- impliquer toutes les parties prenantes de la sous-région CEMAC pour adapter la fiscalité de la demande locale de bois;
- Discussions sous régionales entre pays transfrontaliers (Cameroun - Nigéria, par exemple) afin d'harmoniser les besoins en bois de l'acheteur avec les produits mis sur le marché par les pays producteurs;
- Coordination sous régionale (UEMOA et CEMAC) pour réduire les barrières douanières et faciliter les échanges intra-régionaux; et
- Mettre en place une stratégie de communication ciblée sur la chaîne de valeur afin d'améliorer les connaissances sur la rentabilité de ce secteur et à terme, susciter l'intérêt des bailleurs de fonds/organisations.

b. En ce qui concerne le bois-énergie

Les propositions faites pour cette chaîne de valeur sont les suivantes :

- Mettre en place des réglementations pour le bois de feu qui organiseraient mieux l'accès au marché; et
- Encourager les partenariats entre les industries et les PME pour assurer un approvisionnement durable.

c. Pour les PFNL,

Les propositions pour cette chaîne de valeur sont:

- Capitaliser sur les différentes études existantes sur les PFNL;
- Formaliser les méthodes de collecte, d'emballage et d'emballage qui donneraient plus de valeur à ces produits
- Améliorer les connaissances sur les PFNL existants et leurs diverses applications / utilisations;
- Cibler les principaux PFNL et construire l'ensemble de la chaîne de valeur qui leur est liée avant de s'étendre à d'autres PFNL; et
- Mettre en place une stratégie globale pour les PFNL.

Session 4. Bio-économie

- amélioration des connaissances
- Faire un inventaire de ce qui se fait ailleurs concernant l'utilisation technologique du bois
- adaptation aux réalités locales (besoins du marché local et espèces locales)
- améliorer la connaissance des propriétés physico-chimiques de l'espèce
- Sensibiliser et former
- Formation d'ingénieurs et d'architectes: programmes d'études
- Adaptation des technologies au contexte local permettant de fabriquer les machines localement à transformer
- Sensibilisation par des modèles / Mise en œuvre de modèles ("en bois" pour montrer l'innovation) Démonstrations de constructions en bois résidentielles et non résidentielles
- Adapter les codes du bâtiment pour introduire le bois en tant que matériau de construction ;
- Politiques d'investissement favorables à l'investissement qui augmentent la valeur du bois.

Circularité: utilisation optimale des produits du bois

- Modifier les lois afin que le concept d'économie circulaire puisse être mise en œuvre ;
- À chaque étape, créer des industries qui valorisent les déchets ou les sous-produits ;
 - Feuilles: biomasse, production de granulés
 - Branches et Rebus: Chaîne de production de bois artisanal
 - Copeaux: panneaux de particules, engrais organique
 - Sciure de bois: lamellé-collé, panneau de particules,
 - Mobilier usagé: recyclage par meulage pour fabrication
- Commanditer une étude de faisabilité sur la mise en œuvre de l'économie circulaire.

Annexe 1 - List des participants

| Nom | Pays | Institution | Email |
|----------------------------------|-------------------|--|--|
| Daltus MANIRAKIZA | Burundi | COMIFAC | daltusman1@yahoo.fr |
| Emmanuel ZE MEKA | Burundi | Consulting | Zefong1@hotmail.com |
| Abdon AWONO | Cameroun | CIFOR | A.Awono@cgiar.org |
| Bertin TCHIKANGWA | Cameroun | FSC | b.tchikangwa@fsc.org |
| Blandine OUOGUIA | Cameroun | GFBC | ouoguia@yahoo.fr |
| Eric KAFFO | Cameroun | MINFOF | kaffoeric@yahoo.fr |
| Cécile Bibiane NDJEBET | Cameroun | REFACOF | cecilendjebet28@gmail.com |
| Yves KOKAM | Cameroun | Bureau Veritas | yves.kokam@cm.bureauveritas.com |
| Désirée NKINKWA | Cameroun | OITBT / RIFFEAC | desirenkinkwa@yahoo.com |
| Emma GOURA | Cameroun | WWF Cameroun | egoura@wwfcam.org |
| Gervais Ludovic ITSOUA MADZOU | Cameroun | COMIFAC | imadzous2@gmail.com |
| Jean Cyrille OWADA | Cameroun | FLAG | jcowada@gmail.com |
| Liboum MBONAYEM | Cameroun | CIFOR | L.Mbonayem@cgiar.org |
| Lucie THIBON | Cameroun | AFD | thibonl@afd.fr |
| Martin MBONGO | Cameroun | MINFOF | mbongo_martin@yahoo.fr |
| Norbert SONNE | Cameroun | WWF Cameroun | nsonne@wwfcam.org |
| Roger FOTEU | Cameroun | Consulting | roger_foteu@yahoo.fr |
| Roger NGOUFO | Cameroun | GEN FSC | ngoufocew08@yahoo.fr |
| Sadia DEMARQUEZ | Cameroun | AFD | demarquezs@afd.fr |
| Samuel EBIA NDONGO | Cameroun | BUREDIP | ebia_ndongo@yahoo.fr |
| Serge Christian MOUKOURI | Cameroun | FLAG Cameroun | moukouri@flag-cm.org |
| Innocent SAMBA | Cameroun | WWF Cameroun | ssamba@wwfcam.org |
| Fousseni FETEKE | Cameroun | ATIBT/GFBC | flegt@gfbcam.com |
| Isaac NJIFAKUE | Cameroun | Facilitator | njifakue@yahoo.fr |
| Charlie FOYET | Cameroun | World Bank | cfoyetsonkeng@worldbank.org |
| Thomas PETEX | Cameroun | PROPARCO/AFD | petext@afd.fr |
| Martin Claude NGUEHO YEMELE | Canada | Ministère des forêts, de la faune et des parcs du Québec | martin-claude.yemele@mffp.gouv.qc.ca |
| Yena ZOUGOULO | Chad | MEEP | zyena16@yahoo.fr |
| Lilian Laurin BARROS | Congo Brazzaville | Comptoir Juridique Junior (CJJ) | laurinlilianbarros@gmail.com |
| Claire MOPOUNDJA | Congo Brazzaville | MEF | tara_pau@yahoo.fr |
| Davy MAHOUNGOU | Congo Brazzaville | UNICONGO | davy.mahoungou@unicongo.org |
| Dhom Gelas MBANGUE NDZILA | Congo Brazzaville | MEF/CNIAF | tara_pau@yahoo.fr |
| Françoise ISSALA | Congo Brazzaville | MEF | tara_pau@yahoo.fr |
| Inès Gady MVOUKANI | Congo Brazzaville | ICC | inesgady@yahoo.fr |
| Severe NKOUA | Congo Brazzaville | MEF | tara_pau@yahoo.fr |
| Donatien NZALA | Congo Brazzaville | ENSAF | nzaladon@yahoo.fr |

| Nom | Pays | Institution | Email |
|------------------------------------|---------------|--|--|
| Adjé Olivier AHIMIN | Côte d'Ivoire | ATO/ITTO | o.ahimin@gmail.com |
| Alphonse LOGBANGO | DRC | Coalition Nationale Contre l'Exploitation Illégale du Bois | alpha.l@hotmail.com |
| Hassan ASSANI ONGALA | DRC | CNREDD, MEDD | assani_hassan@yahoo.fr |
| Frederic DJENGO | DRC | MEDD | djengofrederic21@yahoo.com |
| Jean WABANGAWÉ | DRC | ACEFA | jeanwabangawe@gmail.com |
| Justin BAANDJA NGILA | DRC | Direction générale des importations | justin2410@gmail.com |
| Losale Mpunga CHOUCHOU | DRC | CFLEDD | chouchounalosale@gmail.com |
| Jean BAKOUMA | France | WWF France | jbakouma@wwf.fr |
| Agossou HONFO | Gabon | IFDD/OIF | agossou.honfo@francophonie.org |
| Hervé OMVA OVONO | Gabon | OSC IDRC Africa | herbalgabon@Yahoo.fr/ idrcafrica@gmail.com |
| Hugues Serge MOUIDY BOUNGUENDZY | Gabon | UFIGA | msergehugues@yahoo.fr |
| Ango Auguste NDOUNA | Gabon | MINEF | auguste.ndouna@gmail.com |
| Rose ONDO | Gabon | PAFC | rose.ondo@pafc-gabon.org |
| Shengyu LUO | Gabon | UFIAG | 1517540858@qq.com |
| Anastasiia KRASKOVSKA | Italy | FAO | Anastasiia.Kraskovska@fao.org |
| Daniele LENCI | Italy | FAO | daniele.lenci@fao.org |
| Thais LINHARES-JUVENAL | Italy | FAO | Thais.LinharesJuvenal@fao.org |
| Polycarpe MASUPA CAMBALE | Japon | OTBT | masupa@itto.int |
| Coulibaly KANONGOLO | Mali | DNEF | coulibalyk06@yahoo.fr |
| Joseph Désiré MBANGOLO | RCA | STP APV-FLEGT | mbalambangolo@yahoo.fr |
| Ocklefort FIONGAÏ | RCA | MEFCP | ocklefort3@gmail.com |
| Egide KARURANGA | Rwanda | Université de Kibungo | egidek@yahoo.fr |
| Aboudoumisamilou ISSIFOU | Togo | FAO/FFF | Aboudoumisamilou.Issifou@fao.org |
| Salissou ALI | Togo | ODEF | salissou@msn.com |